



## Conseil économique et social

Distr. limitée  
21 mars 2014  
Français  
Original: anglais

### Commission économique pour l'Europe

#### Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière

##### Sixième session

Genève, 2-5 juin 2014

Point 11 a) de l'ordre du jour provisoire

**Adoption des décisions: décisions à adopter  
par la Réunion des Parties à la Convention**

### Projet de décision concernant le respect des dispositions de la Convention

#### Proposition du Comité d'application

##### *Résumé*

Le projet de décision a été parachevé par le Comité d'application au titre de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière à sa treizième session (Genève, 25-27 février 2014), compte tenu des suggestions faites par le Groupe de travail de l'évaluation de l'impact sur l'environnement et de l'évaluation stratégique environnementale pendant et après sa troisième réunion (Genève, 11-15 novembre 2013).

Les paragraphes 52 à 63 de la section III reproduisent les recommandations formulées par le Comité comme suite à une communication de la Lituanie concernant les obligations du Bélarus au titre de la Convention, à propos du projet de construction d'une centrale nucléaire à Ostrovets, telles qu'elles ont été parachevées par le Comité à sa vingt-septième session (Genève, 12-14 mars 2013). Compte tenu des mesures prises depuis lors par les Parties concernées, le Bélarus et la Lituanie, le Comité a complété ses recommandations à sa trentième session (Genève, 25-27 février 2014). Ces recommandations figurent aux paragraphes 64 à 67 du projet de décision (voir aussi le rapport sur les activités du Comité d'application, ECE/MP.EIA/2014/4-ECE/MP.EIA/SEA/2014/4).

La Réunion des Parties devrait examiner le projet de décision et convenir de son adoption.



## Table des matières

|  | <i>Page</i> |
|--|-------------|
| Projet de décision VI/2.....   | 3           |
| Annexes  |             |
| I. Modifications de la structure et des fonctions du Comité de l'application et des procédures<br>d'examen du respect des obligations..... | 15          |
| II. Modifications du Règlement intérieur du Comité d'application.....  | 17          |

## Projet de décision VI/2

[devant être examiné par la Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière à sa sixième session]

### Examen du respect des obligations

*La Réunion des Parties à la Convention,*

*Rappelant* l'article 11, paragraphe 2, de la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (Convention d'Espoo) et les décisions III/2, IV/2 et V/4 de la Réunion des Parties à la Convention concernant l'examen du respect des obligations,

*Rappelant en outre* l'article 14 bis du deuxième amendement à la Convention,

*Déterminée* à promouvoir et à améliorer le respect des dispositions de la Convention,

*Soucieuse* de faire en sorte que les difficultés rencontrées par les Parties en matière de respect des dispositions soient mises en évidence dès que possible, et de favoriser l'adoption des solutions les mieux adaptées et les plus efficaces à ces difficultés,

*Ayant examiné* l'analyse des questions générales de respect des obligations faite par le Comité d'application lors du troisième examen de l'application de la Convention, présenté dans le document ECE/MP.EIA/16,

*Ayant également examiné* les conclusions et les recommandations du Comité d'application concernant trois communications qui lui avait été adressée en application du paragraphe 5 a) de l'appendice de la décision III/2<sup>1</sup> et deux initiatives du Comité comme suite au paragraphe 6 de l'appendice de la décision III/2, telles qu'elles figurent dans les rapports du Comité sur ses vingt-sixième, vingt-septième, vingt-huitième et trentième sessions<sup>2</sup>,

*Ayant examiné* la structure et les fonctions du Comité telles qu'elles sont décrites dans l'appendice de la décision III/2<sup>3</sup>, et jugeant nécessaire d'assurer la continuité des travaux du Comité pendant chaque période intersessions,

*Ayant également examiné* le Règlement intérieur adopté par la décision IV/2<sup>4</sup>, tel qu'il a été modifié par la décision V/4<sup>5</sup>, et reconnaissant combien il est important d'améliorer l'efficacité du mécanisme de respect des dispositions de la Convention,

*Ayant également examiné* les vues du Comité,

*Reconnaissant* qu'il est important que les Parties rendent rigoureusement compte de la façon dont elles respectent les dispositions de la Convention et prenant note du quatrième examen de l'application de la Convention<sup>6</sup> fondé sur les réponses des Parties au questionnaire relatif à l'application de la Convention et adopté par la décision VI/1,

*Rappelant* que la procédure d'examen du respect des obligations est orientée vers l'assistance et que les Parties peuvent adresser au Comité des communications sur des

<sup>1</sup> ECE/MP.EIA/6, annexe II.

<sup>2</sup> ECE/MP.EIA/IC/2012/6, annexes I et II; ECE/MP.EIA/IC/2013/2, annexe; ECE/MP.EIA/IC/2013/4, annexe; et ECE/MP.EIA/IC/2014/2, annexe (à paraître).

<sup>3</sup> ECE/MP.EIA/6, annexe II.

<sup>4</sup> ECE/MP.EIA/10, annexe IV.

<sup>5</sup> ECE/MP.EIA/15, annexe.

<sup>6</sup> ECE/MP.EIA/2014/3.

questions concernant la façon dont elles s'acquittent elles-mêmes de leurs obligations au titre de la Convention,

## I. Dispositions générales

1. *Adopte* le rapport du Comité sur ses activités figurant dans le document ECE/MP.EIA/2014/4-ECE/MP.EIA/SEA/2014/4, accueille avec satisfaction les rapports des réunions que le Comité a tenues au cours de la période écoulée depuis la cinquième session de la Réunion des Parties à la Convention et prie le Comité:

- a) De garder à l'étude la mise en œuvre et l'application de la Convention;
- b) De promouvoir et d'appuyer le respect des obligations découlant de la Convention, y compris en fournissant, s'il y a lieu, une assistance à cet effet;

2. *Se félicite* de l'examen, par le Comité, de questions spécifiques en matière de respect des dispositions identifiées lors du troisième examen de l'application adopté par la décision V/1, concernant l'Albanie, la Croatie, le Portugal et la République de Moldova, examen à la suite duquel, dans le cas de la Croatie, du Portugal et de la République de Moldova, le Comité s'est déclaré satisfait des précisions fournies par les Parties et qui, dans le cas de l'Albanie, a donné lieu à une initiative du Comité;

3. *Accueille également avec satisfaction* l'examen par le Comité de l'information reçue d'autres sources, y compris du public, en ce qui concerne l'Azerbaïdjan, le Bélarus, la Lituanie, la Roumanie et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, et trois fois en ce qui concerne l'Ukraine, information qui dans le cas du Bélarus a été remplacée par une communication de la Lituanie; le cas de la Roumanie a été examiné dans le cadre du mandat du Comité consistant à examiner le respect des dispositions du Protocole; dans le cas de l'Azerbaïdjan et de la Lituanie, le Comité s'est déclaré satisfait des précisions fournies par les Parties; et le cas du Royaume-Uni et de l'Ukraine a donné lieu à des initiatives du Comité a lancé des initiatives;

4. *Prend note* de l'information reçue d'autres sources pour deux cas concernant l'Ukraine qui doivent être examinés par le Comité à ses prochaines sessions;

5. *Considère également*, en suivant l'avis du Comité, que:

a) L'obligation figurant à l'article 3 de la Convention d'adresser une notification aux Parties potentiellement touchées incombe uniquement à la Partie d'origine<sup>7</sup>. Le fait que le secrétariat a exceptionnellement servi d'intermédiaire ne dégage pas une Partie de ses obligations en vertu de la Convention<sup>8</sup>. L'article 13 de la Convention ne pouvait être interprété comme obligeant le secrétariat à servir d'intermédiaire dans les procédures prévues dans la Convention<sup>9</sup>;

b) Si, dans des circonstances exceptionnelles, la Partie d'origine demande l'assistance d'un intermédiaire pour s'acquitter de son obligation d'adresser une notification aux Parties potentiellement touchées, elle demeure pleinement responsable de tout acte ou omission dudit intermédiaire dans le processus de notification<sup>10</sup>;

---

<sup>7</sup> ECE/MP.EIA/IC/2012/2, par. 17, et ECE/MP.EIA/IC/2012/6, annexe I, par. 38.

<sup>8</sup> ECE/MP.EIA/IC/2012/6, annexe I, par. 37 a).

<sup>9</sup> Ibid., par. 38.

<sup>10</sup> Ibid., par. 37 d) et ECE/MP.EIA/IC/2012/2, par. 17.

c) Lorsque la Partie d'origine confie la procédure de notification à un intermédiaire, le respect des conditions énoncées au paragraphe 3 de l'article 3 doit être établi au vu de la correspondance entre les Parties touchées et l'intermédiaire, sauf convention contraire entre les Parties concernées et l'intermédiaire<sup>11</sup>;

d) Les problèmes de communication entre la Partie d'origine et l'intermédiaire ne devaient avoir aucune incidence sur l'application des dispositions de la Convention<sup>12</sup>;

e) Ni la Convention elle-même, ni les règles internationales applicables ne prévoient une telle exception et cette absence de relations diplomatiques ne peut donc être considérée comme un motif légitime pour ne pas appliquer la Convention<sup>13</sup>;

f) La prolongation de vie d'une centrale nucléaire, après l'expiration du permis initial et même en l'absence de tous travaux, doit être considérée comme une modification majeure de son activité et tombe donc sous le coup de la Convention<sup>14</sup>;

g) Les courriers électroniques offrent un moyen de communication et d'échange d'informations couramment utilisé, généralement acceptable et rapide, y compris dans les relations publiques internationales, et la validité juridique des moyens de communication électroniques aux fins de la notification est reconnue<sup>15</sup>;

h) La Partie qui a répondu par voie électronique à une notification dans le délai imparti pour la réponse s'est acquittée de son obligation en vertu du paragraphe 3 de l'article 3 en ce qui concerne ce délai<sup>16</sup>;

i) La procédure énoncée au paragraphe 7 de l'article 3 ne remplace pas l'obligation pour une Partie d'origine au titre de la Convention d'adresser une notification aux Parties éventuellement touchées, ou de satisfaire à toute autre étape de la procédure d'EIE transfrontière conformément aux dispositions de la Convention si des impacts transfrontières sur l'environnement ne peuvent pas être exclus<sup>17</sup>;

j) La Partie touchée doit exprimer clairement sa volonté de participer à la procédure d'évaluation de l'impact sur l'environnement transfrontière. En outre, la Partie touchée peut ou non exprimer une opinion sur la substance ou le bien-fondé de l'activité proposée qui fait l'objet de la notification de la Partie d'origine, sans que cela porte préjudice aux futurs échanges et consultations entre les deux Parties<sup>18</sup>;

k) Si la Convention ne précise pas les mécanismes de participation du public, la tenue d'auditions publiques est une étape essentielle dans la participation efficace du public prescrite par le paragraphe 6 de l'article 2 et le paragraphe 8 de l'article 3 de la Convention, comme précisé dans la directive concernant la participation du public<sup>19</sup>;

l) Comme tel, un site Web peut être un moyen utile, pour le public des Parties concernées, de participer à une procédure d'EIE transfrontière, si elles en sont d'accord, à condition que l'information donnée soit complète, qu'elle soit communiquée en temps

---

<sup>11</sup> ECE/MP.EIA/IC/2012/6, annexe I, par. 37 b) et 38.

<sup>12</sup> Ibid., par. 37 c).

<sup>13</sup> Ibid. par. 46.

<sup>14</sup> Voir le document ECE/MP.EIA/IC/2014/2, annexe (à paraître); voir aussi les documents ECE/MP.EIA/IC/2013/2, par. 21 et ECE/MP.EIA/IC/2011/8, par. 43.

<sup>15</sup> ECE/MP.EIA/IC/2012/6, annexe I, par. 33.

<sup>16</sup> Ibid.

<sup>17</sup> Voir le document ECE/MP.EIA/IC/2014/2, annexe (à paraître).

<sup>18</sup> ECE/MP.EIA/IC/2012/6, annexe I, par. 34.

<sup>19</sup> ECE/MP.EIA/IC/2013/2, annexe, par. 44.

voulu et que, pour les parties pertinentes du dossier, elle existe dans la langue de la Partie touchée et que le public puisse faire part de ses observations sur le site Web<sup>20</sup>;

m) La participation des représentants de certaines organisations non gouvernementales aux réunions du conseil d'une autorité de réglementation nucléaire n'équivaut pas à une participation du public dans les régions susceptibles d'être touchées au sens du paragraphe 6 de l'article 2 de la Convention<sup>21</sup>;

n) Si une procédure d'EIE ne devait être nécessaire que pour la construction ou la démolition d'éléments physiques, tels que des bâtiments, d'une centrale nucléaire et non pour la modernisation et le remplacement des éléments techniques, les Parties pourraient moderniser en permanence toutes les installations nucléaires existantes et donc en prolonger la durée de vie, sans appliquer une procédure d'EIE conformément à la Convention<sup>22</sup>;

o) Le dossier d'EIE doit évaluer et justifier les différents éléments à prendre en compte pour choisir des lieux d'implantation de remplacement raisonnables conformément à l'appendice II de la Convention<sup>23</sup>;

p) Le choix de l'emplacement pour l'activité proposée devrait résulter de la procédure d'EIE et donc ne pas être arrêté avant la publication du rapport final d'EIE, à moins que le choix de l'emplacement n'ait été déterminé à l'issue d'une procédure d'évaluation stratégique environnementale appropriée, incluant une procédure transfrontière<sup>24</sup>;

q) Selon l'article 5 de la Convention, les consultations devant être engagées ne devaient pas être une simple formalité, mais porter sur les mesures propres à permettre de réduire ou d'éliminer l'impact transfrontière potentiel de l'activité proposée (art. 5, par. 1) et permettre un examen approfondi des solutions de remplacement possibles<sup>25</sup>;

r) Pour permettre l'instauration de vraies consultations en accord avec l'article 5, les informations transmises par la Partie d'origine devraient être aussi complètes et précises que possible, et répondre notamment à toute demande raisonnable, quant à sa portée, formulée par la Partie touchée<sup>26</sup>;

6. *Recommande à nouveau que*, dans l'attente de l'entrée en vigueur du deuxième amendement à la Convention, adopté par la décision III/7, que les Parties en tant que Parties d'origine:

a) Présentent leur notification le plus tôt possible et, le cas échéant, au stade de la délimitation du champ de l'évaluation, afin que les documents relatifs à l'EIE répondent aux besoins de la Partie touchée;

b) Consultent la Partie touchée afin de déterminer au cas par cas le contenu du dossier d'EIE (voir la décision V/4, par. 7);

7. *Renouvelle également* sa recommandation selon laquelle la probabilité, même faible, d'un impact transfrontière préjudiciable important devrait suffire à motiver l'obligation de notifier les Parties touchées (voir la décision III/4, annexe IV, par. 28) et selon laquelle la notification est nécessaire, sauf si la probabilité d'un impact transfrontière important peut être exclue (voir la décision IV/2, annexe I, par. 54);

<sup>20</sup> Ibid., par. 48.

<sup>21</sup> Voir le document ECE/MP.EIA/IC/2014/2, annexe (à paraître).

<sup>22</sup> Ibid.

<sup>23</sup> ECE/MP.EIA/IC/2013/2, annexe, par. 54.

<sup>24</sup> Ibid.

<sup>25</sup> Ibid., par. 51.

<sup>26</sup> Ibid., par. 52.

8. *Encourage* les Parties à saisir le Comité de questions concernant la façon dont elles s'acquittent elles-mêmes de leurs obligations;

9. *Prie* le Comité d'application de prêter assistance, le cas échéant et dans la mesure du possible, aux Parties qui en ont besoin et, à cet égard, se réfère à la décision VI/3 adoptée à la sixième session de la Réunion des Parties concernant l'adoption d'un plan de travail;

10. *Exhorte* les Parties à tenir compte, dans la suite de leurs travaux, des recommandations visant à continuer d'améliorer l'application de la Convention et le respect des obligations qui en découlent, notamment en renforçant la législation nationale, qui ont été formulées notamment, mais pas uniquement, sur la base de l'analyse des questions générales de respect des obligations:

a) Réalisées dans le cadre du premier examen de l'application, adopté par la décision III/1, du deuxième examen de l'application, adopté par la décision IV/1 et du troisième examen de l'application, adopté par la décision V/3 de la Réunion des Parties à la Convention;

b) Telles qu'elles sont présentées au chapitre III du précédent rapport du Comité sur ses activités<sup>27</sup>;

c) Telles qu'elles sont présentées au chapitre III du dernier rapport du Comité sur ses activités<sup>28</sup>;

11. *Exhorte également* les Parties à tenir compte dans la suite de leurs travaux des avis du Comité concernant la période 2001-2014 et demande au secrétariat de faire réviser à publication des opinions afin d'inclure les avis du Comité concernant la période 2011-2014;

12. *Adopte* les amendements concernant la structure et les fonctions du Comité, reproduit dans l'annexe I de la présente décision et demande au secrétariat de faire publier la structure et aux fonctions modifiée sous forme électronique;

13. *Adopte* les amendements au Règlement intérieur du Comité reproduit dans l'annexe II à la présente décision, qu'il faudrait appliquer à toute réunion et à tout débat du Comité et interpréter à la lumière de la description de sa structure, de ses fonctions et de ses procédures figurant dans l'appendice de la décision III/2 de la Réunion des Parties à la Convention, modifiée par la décision V/4 et la présente décision (annexe I), ainsi que par la décision V/6-I/6 adoptée par la Réunion des Parties à la Convention et la Réunion des Parties à la Convention agissant comme réunion des Parties au Protocole, et demande au secrétariat de faire publier le Règlement intérieur modifié sous forme électronique ou sur papier, selon qu'il conviendra;

14. *Décide* de garder à l'étude et d'étoffer, s'il y a lieu, la structure et les fonctions du Comité ainsi que son règlement intérieur à la septième session de la Réunion des Parties à la lumière de l'expérience acquise entre-temps par le Comité, et prie à cet égard le Comité de formuler les propositions qu'il jugerait nécessaires en prévision de la septième de la Réunion des Parties;

<sup>27</sup> ECE/MP.EIA/2011/4.

<sup>28</sup> ECE/MP.EIA/2014/4-ECE/MP.EIA/SEA/2014/4.

## II. Suivi de la décision V/4

### A. En ce qui concerne l'Ukraine

15. *Se félicite* des efforts déployés par le Gouvernement ukrainien pour suivre les recommandations formulées par la Réunion des Parties dans la décision V/4;

16. *Accueille avec satisfaction* les rapports fournis en temps voulu par le Gouvernement ukrainien comme suite au paragraphe 24 de la décision V/4;

17. *Se félicite* de l'élaboration par le Gouvernement ukrainien d'un nouveau projet de loi concernant l'application de la Convention en tant que mesure législative concrète visant la mise en œuvre de la stratégie suivie par le Gouvernement ukrainien pour appliquer la Convention;

18. *Exprime sa profonde préoccupation*, cependant, devant le fait que la stratégie n'a pas été pleinement mise en œuvre et, en particulier, que les mesures législatives concernant l'application de la Convention n'ont pas encore été adoptées;

19. *Se félicite* de ce que des mesures de suivi ont été mises en place s'agissant du canal de navigation en eau profonde Danube-mer Noire dans le secteur ukrainien du delta du Danube («le Projet»);

20. *Regrette*, toutefois, qu'aucune mesure n'ait été prise pour mettre le Projet en pleine conformité avec la Convention, conformément au paragraphe 19 de la décision V/4;

21. *Approuve* par conséquent la conclusion formulée par le Comité d'application à sa trentième session selon laquelle, malgré l'adoption de quelques mesures, l'Ukraine ne s'est pas encore acquittée de toutes ses obligations au titre du paragraphe 24 de la décision V/4;

22. *Approuve* également la conclusion du Comité selon laquelle les décisions récemment prises par le Gouvernement ukrainien de poursuivre les activités de dragage, par exemple le Plan d'action adopté par la décision n° 187 du 27 juillet 2013, pourraient dénoter un nouveau manquement à ses obligations dans le cadre de la Convention;

23. *Déclare* par conséquent que la mise en garde qu'il a adressée au Gouvernement ukrainien à sa quatrième session est encore en vigueur<sup>29</sup>;

24. *Demande* au Gouvernement ukrainien d'adopter le projet de loi pertinent et de rendre le Projet pleinement conforme à la Convention d'ici à la fin de 2015;

25. *Demande aussi* au Gouvernement ukrainien de faire rapport à la fin de chaque année au Comité sur la façon dont il a mis en application le paragraphe 24 ci-dessus et plus précisément:

a) Sur la mise en œuvre de la stratégie d'ici à la fin de 2015, en particulier les mesures législatives concrètes adoptées à cet effet, en fournissant au Comité le projet de loi pertinent pour qu'il soit examiné avant son adoption;

b) Sur les mesures prises pour rendre le Projet pleinement conforme, en mettant en œuvre les mesures conformément au paragraphe 19 de la décision V/4, d'ici à la fin de 2015, tout en s'abstenant d'appliquer toute mesure ou tout programme qui pourrait compromettre la mise en œuvre de ces recommandations;

26. *Demande en outre* au Gouvernement ukrainien d'informer la Roumanie des résultats du suivi existants et de mener des consultations avec la Roumanie au sujet de l'analyse a posteriori du projet, conformément à l'article 7 de la Convention, et également

<sup>29</sup> ECE/MP.EIA/IC/2009/4, par. 16.



de faire rapport au Comité, huit mois avant la septième session de la Réunion des Parties, sur l'application de l'article 7 de la Convention;

27. *Encourage* les Gouvernements ukrainien et roumain d'étoffer l'accord bilatéral pour améliorer l'application de la Convention;

28. *Prie* le Comité de faire rapport à la septième session de la Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation des mesures prises par le Gouvernement ukrainien pour faire respecter la Convention et mettre en œuvre la stratégie, et de formuler, s'il y a lieu, de nouvelles recommandations pour aider l'Ukraine à se conformer à ses obligations au titre de la Convention;

*B. En ce qui concerne l'Arménie*

29. *Se félicite* des progrès accomplis par le Gouvernement arménien dans l'adoption du projet de loi élaboré pendant la période intersessions précédente avec le concours du Comité d'application et du secrétariat de la Convention en vue de la mise en œuvre de la Convention conformément aux conclusions du Comité (décision V/4, par. 27 et 28);

30. *Se félicite* des rapports fournis par le Gouvernement arménien pendant la période intersessions;

31. *Invite* le Gouvernement arménien à adopter le projet de loi révisé dans les meilleurs délais tout en veillant à ce que:

a) La législation adoptée soit conforme à la Convention et au Protocole ESE;

b) Puisque l'Arménie est également partie à la Convention sur l'accès à l'information, la participation du public au processus décisionnel et l'accès à la justice en matière d'environnement (Convention d'Aarhus), les procédures de participation du public au niveau national satisfassent aux prescriptions minimales énoncées à l'article 6 de la Convention d'Aarhus, de manière à assurer des procédures de participation du public adéquates dans un contexte transfrontière dans le cadre de la Convention d'Espoo;

32. *Prie* le Gouvernement arménien de faire en sorte que la législation adoptée soit conforme aux recommandations adressées par le consultant international au secrétariat;

33. *Demande aussi* au Gouvernement arménien de faire périodiquement rapport au Comité sur les progrès réalisés;

34. *Demande aussi* au Comité de faire rapport à la Réunion des Parties à sa septième session sur l'évaluation par le Comité de la législation adoptée par l'Arménie en vue de l'application de la Convention;

35. *Invite* le secrétariat à donner des conseils techniques au Gouvernement arménien pour l'aider à rendre son projet de loi pleinement conforme aux dispositions de la Convention, ainsi qu'aux dispositions du Protocole avant son adoption;

*C. En ce qui concerne la Roumanie*

36. *Se félicite* des rapports fournis par les Gouvernements roumain et ukrainien conformément au paragraphe 30 de la décision V/4;

37. *Encourage* les Gouvernements roumain et ukrainien à renforcer leur coopération pour élaborer un accord ou autre arrangement bilatéral en vue de promouvoir davantage les dispositions la Convention, ainsi que le prévoit l'article 8 de la Convention, conformément au paragraphe 14 de la décision IV/2 et au paragraphe 30 de la décision V/4;

D. *En ce qui concerne l'Azerbaïdjan*

38. *Se félicite* de l'élaboration par le Gouvernement azerbaïdjanais, avec l'assistance technique fournie par un consultant au secrétariat de la Convention, d'un projet de loi en vue de l'application de la Convention, notant que le projet de loi comporte aussi des dispositions sur l'évaluation stratégique environnementale;

39. *Se félicite* des rapports fournis par le Gouvernement azerbaïdjanais sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre des recommandations formulées par le consultant en vue du renforcement de la capacité de l'Azerbaïdjan à s'acquitter de toutes ses obligations en vertu de la Convention;

40. *Prend note* du fait que le projet de loi présenté au Comité pendant la période intersessions (septembre 2013) a entre-temps été modifié, en particulier s'agissant des procédures de participation du public, des annexes et de la réglementation des questions relatives à l'évaluation stratégique environnementale;

41. *Prie* l'Azerbaïdjan de faire en sorte que le projet de loi-cadre relatif à l'évaluation environnementale, ainsi que les règlements d'application ultérieurs devant être adoptés, satisfassent aux dispositions de la Convention, compte tenu des recommandations adressées par le consultant international au secrétariat et également du projet de directives générales concernant le renforcement de la compatibilité entre la Convention et l'évaluation environnementale menée dans le cadre de l'expérience de l'État en matière écologique dans les pays d'Europe orientale, du Caucase et d'Asie centrale, adopté par la décision VI/8<sup>30</sup>;

42. *Demande* au Gouvernement azerbaïdjanais d'adopter le projet de loi et les règlements d'application ultérieurs, et de faire périodiquement rapport au Comité sur les progrès accomplis;

43. *Prie aussi* le Comité de faire rapport à la Réunion des Parties à la Convention à sa septième session sur son évaluation de la législation adoptée conformément à la Convention;

44. *Invite* le secrétariat à donner des conseils techniques au Gouvernement arménien pour l'aider à mettre son projet de loi pleinement en conformité avec les dispositions de la Convention, ainsi qu'avec les dispositions du Protocole avant son adoption;

### III. Communications des Parties

A. *En ce qui concerne l'Arménie*<sup>31</sup>

45. *Approuve* la conclusion du Comité d'application selon laquelle l'Arménie a manqué à son obligation, au regard du paragraphe 1 de l'article 3 de la Convention, de donner notification à l'Azerbaïdjan de la construction de la centrale nucléaire de Metsamor à laquelle il est fait référence dans la communication de l'Azerbaïdjan concernant l'Arménie datant du 5 mai 2011, dès que possible et au plus tard lorsqu'elle en a informé son propre public;

46. *Approuve* la conclusion du Comité selon laquelle l'Arménie n'a pas manqué à ses obligations au regard des paragraphes 5 et 8 de l'article 3, du paragraphe 2 de l'article 4, et des articles 5 et 6 de la Convention, étant donné que, dans la mesure où la décision définitive concernant la construction de la centrale nucléaire n'a pas encore été

<sup>30</sup> ECE/MP.EIA/2014/2.

<sup>31</sup> ECE/MP.EIA/IC/2012/6, annexe I, par. 51.

prise et que les travaux n'ont pas encore commencé, l'Arménie a toujours la possibilité de poursuivre la mise en œuvre des étapes ultérieures de la procédure d'EIE transfrontière;

47. *Encourage* les deux Parties à trouver des moyens concrets pour appliquer pleinement les dispositions de la Convention, compte tenu de la volonté des Gouvernements arméniens et azerbaïdjanais de continuer de le faire et eu égard à l'existence de circonstances exceptionnelles;

48. *Encourage aussi* l'Arménie comme l'Azerbaïdjan à étudier des moyens de promouvoir leur application de la Convention, par exemple l'éventuelle désignation d'un intermédiaire et l'utilisation de nouvelles technologies et de méthodes innovantes de communication;

B. *En ce qui concerne l'Azerbaïdjan*<sup>32</sup>

49. *Approuve* la conclusion du Comité d'application selon laquelle, conformément aux informations communiquées au Comité, l'Azerbaïdjan n'a pas manqué à ses obligations au regard du paragraphe 4 de l'article 2, des paragraphes 1 et 8 de l'article 3, de l'article 5 et du paragraphe 1 de l'article 6 de la Convention s'agissant des projets suivants:

a) Le projet d'exploitation conjointe et de partage de la production des gisements de pétrole et de gaz d'Azeri-Chirag et de la partie en eau profonde du gisement de gaz et de pétrole de Gunashli dans le secteur azerbaïdjanais de la mer Caspienne, y compris le projet de terminal de Sangachal;

b) Le projet d'exploration, d'exploitation et de partage de la production dans la zone de prospection de Shah Deniz dans le secteur azerbaïdjanais de la mer Caspienne, y compris l'expansion du projet de terminal de Sangachal;

c) L'oléoduc Bakou-Novorossisk – oléoduc d'exportation de la route du Nord;

d) Le transport de pétrole par les territoires de la République azerbaïdjanaise, de la Géorgie et de la République de Turquie dans le cadre du projet de grand oléoduc d'exportation Bakou-Tbilissi-Ceyhan;

e) Le gazoduc Bakou-Tbilissi-Erzurum;

50. *Invite* l'Azerbaïdjan à poursuivre ses activités de contrôle et de présenter des rapports de contrôle à l'Arménie en vue de prendre toutes les mesures appropriées et efficaces pour combattre l'impact transfrontière préjudiciable important que pourraient avoir les activités mentionnées dans la communication, conformément au paragraphe 1 de l'article 2 de la Convention;

51. *Invite* l'Azerbaïdjan à continuer d'améliorer les mesures d'ordre juridique, administratif et autre en vue d'assurer le respect intégral des dispositions de la Convention, conformément aux recommandations formulées au titre de l'initiative du Comité concernant l'Azerbaïdjan<sup>33</sup>, notamment en indiquant clairement dans sa législation quel décision constitue une décision définitive et en veillant à ce que cette décision soit conforme aux exigences de l'article 6 de la Convention;

<sup>32</sup> ECE/MP.EIA/IC/2013/4, annexe, par. 78.

<sup>33</sup> ECE/MP.EIA/IC/2009/4, par. 32.

C. *En ce qui concerne le Bélarus*<sup>34</sup>

52. *Approuve* la conclusion du Comité selon laquelle, à la suite des changements législatifs récents intervenus au Bélarus, ce pays a amélioré son cadre juridique en matière d'EIE et rien n'autorise le Comité à considérer qu'il n'a pas respecté les dispositions du paragraphe 2 de l'article 2 de la Convention;

53. *Adopte* les conclusions du Comité selon lesquelles à la date du 14 mars 2013, date d'adoption par le Comité de son rapport sur sa vingt-septième session, y compris les conclusions figurant dans une annexe au rapport, le Bélarus est en conformité avec ses obligations au titre du paragraphe 2 a) et c) de l'article 3, et du paragraphe 8 de l'article 3 de la Convention pour ce qui concerne les activités évoquées dans la communication de la Lituanie concernant le Bélarus datant du 16 juin 2011;

54. *Adopte* les conclusions du Comité selon lesquelles le Bélarus, à la date du 14 mars 2013, n'a pas respecté ses obligations au titre du paragraphe 6 de l'article 2, du paragraphe 2 de l'article 4, du paragraphe a) de l'article 5 et des paragraphes 1 et 2 de l'article 6 de la Convention pour ce qui concerne les activités évoquées dans la communication;

55. *Invite* le Gouvernement bélarussien à prendre une décision finale sur le choix du lieu d'implantation en parfaite conformité avec les dispositions de l'article 6, qui impose de tenir dûment compte des résultats du dossier d'EIE et des observations reçues à ce propos en vertu des dispositions du paragraphe 8 de l'article 3 et du paragraphe 2 de l'article 4, ainsi que des résultats des consultations évoquées à l'article 5;

56. *Invite aussi* le Bélarus à communiquer à la Lituanie sa décision finale sur l'activité proposée, en accord avec la recommandation antérieure, en même temps que les raisons et les considérations sur lesquelles il s'est fondé;

57. *Invite enfin* le Bélarus à poursuivre la procédure d'EIE transfrontière sur la base du dossier final d'EIE. À cet effet, et conformément aux dispositions de la Convention, le Bélarus devra s'entendre avec la Lituanie sur la succession d'étapes à observer, répondre à ses questions et tenir compte de ses observations;

58. *Prie instamment* le Bélarus et la Lituanie de mieux satisfaire aux exigences d'ordre linguistique dans les consultations publiques;

59. *Prie* le Bélarus et la Lituanie de faire en sorte que le public lituanien soit informé du rapport final d'EIE et de la possibilité qui lui est offerte de formuler des observations ou des objections à ce sujet, conformément au paragraphe 8 de l'article 3 de la Convention;

60. *Encourage* le Bélarus et la Lituanie à poursuivre leurs consultations sur la base de l'article 5 et de prier les Parties de s'entendre sur un calendrier raisonnable pour la période de consultations;

61. *Encourage également* le Bélarus et la Lituanie à s'entendre sur une analyse a posteriori, conformément à l'article 7 de la Convention;

62. *Encourage enfin* le Bélarus et la Lituanie à conclure un accord bilatéral portant sur l'application de la Convention en accord avec l'article 8;

63. *Demande* au Bélarus et à la Lituanie de rendre compte à la fin de chaque année, au Comité, de l'application de ces recommandations;

<sup>34</sup> ECE/MP.EIA/IC/2013/2, annexe, par. 74; et ECE/MP.EIA/2014/4-ECE/MP.EIA/SEA/2014/4.

64. *Se félicite* des mesures prises par les deux Parties, en particulier le Bélarus, depuis la vingt-septième session du Comité, pour appliquer les recommandations faites par le Comité à la Réunion des Parties, et note que ces mesures, décrites en détail dans le rapport du Comité sur ses activités présenté à la Réunion des Parties, peuvent répondre aux conclusions de non-respect des obligations;

65. *Regrette* que le Bélarus et la Lituanie n'aient pas été en mesure de s'entendre sur les mesures prises dans le cadre des procédures transfrontières après le 14 mars 2013;

66. *Invite* la Lituanie et le Bélarus à améliorer leur communication et leur coopération en vue de l'application de la Convention, notamment en créant un organe conjoint permanent chargé de l'analyse a posteriori conformément à l'article 7 et de l'examen de toute autre question pertinente concernant la centrale nucléaire d'Ostrovets;

67. *Demande* au Comité d'application d'analyser à fond les mesures prises après l'adoption du rapport du Comité sur sa vingt-septième session et de reproduire les conclusions de son analyse au plus tard dans le rapport de la trente-deuxième session du Comité, et de faire rapport à ce sujet à la septième session de la Réunion des Parties;

#### IV. Initiative du Comité

##### A. En ce qui concerne l'Albanie<sup>35</sup>

68. *Approuve* la conclusion du Comité selon laquelle l'Albanie n'a pas manqué à ses obligations au regard de la Convention en ce qui concerne la présentation de rapports sur l'application de la Convention;

69. *Encourage* l'Albanie à créer le cadre institutionnel nécessaire pour assurer comme il convient la mise en œuvre des prescriptions visant la présentation de rapports sur son application de la Convention et d'en faire rapport au Comité;

70. *Se félicite* des efforts fournis par l'Albanie pendant la période intersessions pour appliquer les recommandations du Comité et note avec satisfaction la présentation en temps voulu par l'Albanie de ses rapports sur l'application de la Convention pendant la période 2010-2012;

##### B. En ce qui concerne l'Ukraine<sup>36</sup>

71. *Approuve* les conclusions du Comité d'application selon lesquelles la prolongation de la durée de vie d'une centrale nucléaire, après l'expiration de la licence ou du permis initial ou précédent, doit être considérée comme une activité proposée selon le paragraphe v) de l'article premier de la Convention et était donc soumise aux dispositions de la Convention;

72. *Approuve* les conclusions du Comité d'application selon lesquelles l'Ukraine a manqué à ses obligations au regard du paragraphe 2 de l'article 2, pour ce qui du cadre administratif et juridique général applicable à la prise de décisions concernant la prolongation de la durée de vie des réacteurs nucléaires;

73. *Approuve* les conclusions du Comité d'application selon lesquelles l'Ukraine a manqué à ses obligations au regard des paragraphes 2 et 3 de l'article 2, du paragraphe 1 de l'article 4 et des articles 3 et 6 en ce qui concerne la prolongation de la durée de vie des réacteurs 1 et 2 de la centrale nucléaire de Rivne;

<sup>35</sup> ECE/MP.EIA/IC/2012/6, annexe II, par. 31.

<sup>36</sup> ECE/MP.EIA/IC/2014/2, annexe (à paraître).

74. *Prie* l'Ukraine de modifier sa législation pour prévoir l'application de la Convention dans des cas similaires de la prolongation de la durée de vie d'installations nucléaires;

75. *Invite* l'Ukraine à adresser une notification aux Parties potentiellement touchées, compte tenu du fait que les impacts potentiels ne touchent pas seulement les pays voisins, mais peuvent aussi couvrir une longue distance<sup>37</sup>, s'agissant de la prolongation de la durée de vie des réacteurs 1 et 2 de la centrale nucléaire de Rivne, comme le veut la Convention, en temps voulu et avant le prochain examen périodique de la sécurité prévu pour 2020, et à prendre toutes les mesures ultérieures, selon qu'il sera approprié, conformément aux dispositions de la Convention;

76. *Demande instamment* à l'Ukraine de procéder à une EIE qui permettrait la participation du public et l'élaboration du dossier d'EIE décrit dans l'appendice II de la Convention;

77. *Invite* l'Ukraine à faire rapport au Comité sur les mesures prises pour rendre le projet conforme à la Convention.

---

<sup>37</sup> Voir le document MP.EIA/WG.1/2003/3, par. 8.

## Annexe I

### **Modifications de la structure et des fonctions du Comité de l'application et des procédures d'examen du respect des obligations (décision III/2, appendice)**

1. Remplacer le paragraphe 1 a) de l'appendice relatif à la structure et aux fonctions du Comité de l'application et aux procédures d'examen du respect des obligations (décision III/2, appendice) par le texte suivant:

1. a) Le Comité est composé de huit Parties à la Convention<sup>a</sup>. Chacune des huit Parties désigne un membre permanent du Comité et doit désigner un suppléant. Afin d'assurer la continuité des délibérations du Comité, les Parties font en sorte que les membres participent à toutes les sessions du Comité, les suppléants n'y participant qu'à titre exceptionnel lorsque le membre permanent a un empêchement (voir aussi art. 4, par. 2 du Règlement intérieur du Comité). Si le membre permanent est dans l'incapacité de participer à une session, il doit donner des instructions à son suppléant et faciliter sa participation au débat;

2. Après le paragraphe 1 a), insérer les deux nouveaux alinéas *b* et *c* suivants (et renuméroter le dernier alinéa en conséquence):

b) À leur deuxième réunion, les Parties ont élu au Comité quatre Parties pour deux mandats et quatre autres Parties pour un mandat. À chacune des sessions suivantes, la Réunion des Parties élit quatre nouvelles Parties pour deux mandats. Les Parties sortantes peuvent être réélues pour un mandat, à moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement dans un cas donné. Dans le cadre de l'application de la procédure d'examen du respect des dispositions de la Convention au Protocole (décision V/6-I/6), les Parties à la Convention et au Protocole veillent ensemble à ce que le nombre total de Parties élues au titre de la Convention et au titre du Protocole ne dépasse pas 12 de préférence;

c) Le Comité élit son président et deux vice-présidents. Le président et le premier vice-président du Comité sont aussi vice-présidents du Bureau;

3. Remplacer le paragraphe 3 par le texte suivant:

3. Les réunions du Comité sont ouvertes aux autres Parties et au public, à moins que le Comité n'en décide autrement. La partie des réunions consacrée à toute question concernant une communication précise ayant trait au respect des obligations n'est pas ouverte aux autres Parties ni au public, à moins que le Comité et la Partie en cause n'en conviennent autrement.

<sup>a</sup> Conformément à la décision V/6-I/6 relative à l'application de la procédure d'examen du respect des dispositions de la Convention au Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale, les références à la Convention et à la Réunion des Parties à la Convention seront interprétées comme s'appliquant aussi au Protocole et à la Réunion des Parties à la Convention agissant comme Réunion des Parties au Protocole. Conformément au paragraphe 2 de ladite décision, en ce qui concerne l'examen du respect des dispositions du Protocole, le Comité comprend huit Parties au Protocole. Si les membres élus représentent des Parties à la Convention qui ne sont pas encore Parties au Protocole, les Parties au Protocole élisent le nombre nécessaire de Parties additionnelles pour l'examen des questions concernant le Protocole, pour un mandat de même durée.

4. Remplacer les paragraphes 9 et 10 par le texte suivant:
  9. À l'invitation du Comité, une Partie qui est visée par une communication ou qui présente une communication est en droit d'assister à la session du Comité et de lui présenter des informations et des observations sur cette communication, mais ne participe pas à l'examen de la question, notamment à l'établissement et à l'adoption du rapport ou des conclusions et recommandations du Comité. Le Comité se prononce par consensus sur la teneur de tout rapport ou de toute conclusion ou recommandation et envoie copie du projet de texte aux Parties concernées, et il tient compte, lors de l'établissement de la version définitive, de tout argument présenté par ces Parties (voir art. 11, par. 2).
  10. Un membre du Comité qui représente une Partie qui est visée par une communication ou qui présente une communication ne participe ni n'assiste à l'examen de la communication par le Comité ni au suivi de la décision correspondante de la Réunion des Parties, notamment à l'établissement et à l'adoption d'aucune partie du rapport ni des conclusions et recommandations du Comité relatives à cette communication (voir aussi art. 17, par. 2).



## Annexe II

### Modifications du Règlement intérieur du Comité d'application (décision IV/2, annexe IV, modifiée par la décision V/4)

1. Dans le Règlement intérieur du Comité d'application (décision IV/2, annexe IV, modifiée par la décision V/4), ajouter à la fin du préambule les alinéas suivants:

À l'entrée en vigueur du Protocole relatif à l'évaluation stratégique environnementale, la Réunion des Parties à la Convention, à sa cinquième session, et la Réunion des Parties à la Convention agissant comme Réunion des Parties au Protocole, à sa première session, ont décidé d'étendre au Protocole l'application de la procédure d'examen du respect des dispositions de la Convention. En conséquence, conformément aux décisions V/6-I/6:

a) La structure et les fonctions du Comité et son Règlement intérieur, modifiés à la lumière de l'expérience acquise par le Comité, s'appliquent, *mutatis mutandis*, au Protocole, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par la Réunion des Parties à la Convention agissant comme Réunion des Parties au Protocole;

b) Dans la structure et les fonctions du Comité et dans le Règlement intérieur du Comité, les références à la Convention et à la Réunion des Parties à la Convention sont interprétées comme étant aussi des références au Protocole et à la Réunion des Parties à la Convention agissant comme Réunion des Parties au Protocole.

2. Remplacer l'article 2 par le texte suivant, visant à renvoyer explicitement à la décision I/1 relative au Règlement intérieur (art. 37):

Les articles ci-après du Règlement intérieur de la Réunion des Parties à la Convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière devraient s'appliquer, *mutatis mutandis*, à toute réunion du Comité d'application organisée au titre de ladite convention, sauf indication contraire spécifiée dans le présent règlement et dans l'appendice de la décision III/2: article 3 (Lieu des réunions); articles 12 et 13 (Ordre du jour); articles 20 et 22 (Bureau); articles 24 et 25 c) (Secrétariat); articles 28 et 30 à 35 (Conduite des débats), sauf le paragraphe 2 de l'article 32; et articles 37 à 46 (Vote).

3. Ajouter à l'article 3 un nouvel alinéa *b* ainsi conçu (et renuméroter les paragraphes suivants):

b) On entend par «Protocole» le Protocole à la Convention relatif à l'évaluation stratégique environnementale adopté à Kiev (Ukraine) le 21 mai 2003;

4. Remplacer les paragraphes 1 et 2 de l'article 4 par le texte suivant:

1. La Réunion des Parties élit des Parties pour siéger au Comité pendant deux mandats. Chaque Partie élue par la Réunion des Parties désigne un membre permanent du Comité pour deux mandats. Chaque Partie élue par la Réunion des Parties doit désigner aussi un membre suppléant pour deux mandats. Le mandat d'un membre commence à la date de sa désignation par une Partie. Les dispositions du présent paragraphe doivent s'appliquer sans préjuger du droit qu'a une Partie élue par la Réunion des Parties de désigner dans des cas exceptionnels un remplaçant permanent pour le membre permanent ou son suppléant.

2. Les membres doivent en principe participer à chaque réunion du Comité. Si, à titre exceptionnel, le membre permanent se trouve dans l'incapacité de participer à une réunion, il est remplacé par son suppléant et la Partie concernée en informe le Président et le secrétariat longtemps à l'avance. En vue d'assurer la continuité des délibérations du Comité, les Parties doivent éviter le roulement des membres permanents et des suppléants aux réunions. Il incombe au membre permanent qui est dans l'incapacité d'assister à une réunion de donner des instructions et une information appropriées à son suppléant et de faciliter sa participation au débat. Si le suppléant est lui aussi dans l'incapacité de participer à une réunion, la Partie concernée doit faire son possible pour lui trouver un remplaçant qualifié pour la réunion en question, et en informer le Président et le secrétariat longtemps à l'avance.
5. À la fin de l'article 4, ajouter un nouveau paragraphe 4 ainsi conçu:
  4. Un membre du Comité élu pour s'occuper uniquement de questions relatives au Protocole peut participer à l'examen d'une question concernant le respect des dispositions de la Convention, pour autant qu'aucun membre du Comité élu pour s'occuper de questions relatives à la Convention ne formule d'objection. Toutefois, un membre du Comité élu pour s'occuper uniquement de questions relatives au Protocole ne doit pas prendre part à la prise de décisions concernant des questions relatives à la Convention ni servir de rapporteur spécial pour une question concernant le respect des dispositions de la Convention, mais il peut fournir des informations, des avis et des conseils. Cette règle devrait s'appliquer *mutatis mutandis* dans le cas où un membre du Comité est élu pour s'occuper uniquement de questions relatives à la Convention, mais représente une Partie à la Convention et au Protocole. En outre, cette règle devrait être appliquée sans préjudice des paragraphes 10 (droit de participation) et 12 (compétence des membres du Comité) concernant la structure et les fonctions du Comité et les procédures d'examen du respect des obligations, et sans préjudice des articles 5 (membres) et 18 et 19 (processus décisionnel) du Règlement intérieur du Comité.
6. À l'article 5, remplacer le paragraphe 2 par le texte suivant:
  2. Un membre qui représente une Partie qui est visée par une communication ou qui présente une communication ne doit pas participer à l'examen de cette communication par le Comité ni au suivi d'une décision correspondante de la Réunion des Parties, ni participer ou assister à l'élaboration ou à l'adoption d'une quelconque partie d'un rapport, d'une conclusion ou d'une recommandation du Comité concernant cette communication. Le présent paragraphe doit s'appliquer, *mutatis mutandis*, dans le cas d'une initiative du Comité.
7. À l'article 6, remplacer le paragraphe 1 par le texte suivant:
  1. Le Comité devra élire pour un mandat un président et deux vice-présidents (premier et deuxième) qui exerceraient leurs fonctions jusqu'à l'élection de leurs successeurs. Le président et les vice-présidents peuvent être réélus. Si un membre du Bureau démissionne ou se trouve dans l'incapacité d'achever son mandat, le Comité devra élire un successeur pour le reste du mandat. Le président et le premier vice-président du Comité sont aussi vice-présidents du Bureau, à moins que la Réunion des Parties n'en décide autrement.
8. À l'article 11, remplacer le paragraphe 2 par le texte ci-après et ajouter un nouveau paragraphe 3 (en renumérotant les paragraphes suivants):
  2. Lorsqu'on sait que le Comité va débattre sur le fond d'une communication au cours d'une réunion particulière, le secrétariat devra signaler aux Parties concernées que la question sera débattue et qu'elles sont habilitées à présenter au Comité des informations et des observations sur la question considérée.

3. Le Comité ne devra pas commencer à élaborer ou à adopter une conclusion ou une recommandation relative à une communication avant que la Partie visée par la communication ou qui présente une communication ne présente, à l'invitation du Comité, ses observations concernant la communication dont le Comité est saisi.
9. À la fin de l'article 11, ajouter les nouveaux paragraphes 5, 6 et 7 suivants:
5. L'information présentée au Comité doit être aussi concise et concrète que possible. Les parties doivent éviter de donner une information qui n'est pas absolument nécessaire pour établir l'existence et la nature du non-respect allégué ou pour répondre à des allégations ou aux demandes de complément d'information formulées par le Comité. Si l'information est inévitablement volumineuse en raison de la complexité de la question et de la quantité de documentation qui l'accompagne, il est recommandé aux Parties de faire un résumé de trois pages au maximum indiquant les principaux faits et/ou arguments à l'appui de leur position.
6. Les Parties sont priées de soumettre toute information au Comité par l'intermédiaire du secrétariat. L'information doit être présentée sous forme électronique, suivie s'il y a lieu, de l'envoi d'exemplaires originaux par courrier postal.
7. L'information doit consister dans des documents originaux et leur traduction en anglais. Le Comité peut décider de ne pas tenir compte de la documentation à laquelle les Parties renvoient par lien hypertexte.
10. À l'article 12, remplacer le paragraphe 2 e) par le texte suivant:
- e) En cas de non-respect persistant depuis la précédente Réunion des Parties, à la Réunion des Parties de suspendre, conformément aux règles pertinentes du droit international concernant la suspension de l'application d'un traité, les droits et privilèges spéciaux accordés à la Partie concernée en vertu de la Convention et du Protocole, y compris la possibilité de désigner un membre du Comité d'application.
11. À l'article 17, remplacer le paragraphe 2 par le texte suivant:
2. Une Partie qui est visée par une communication ou qui présente une communication ne participe ni n'assiste à l'examen de cette communication par le Comité, notamment à l'élaboration ou à l'adoption d'aucune partie des conclusions ou recommandations du Comité relatives à cette communication (voir aussi le paragraphe 10 de la structure et des fonctions du Comité).
12. Remplacer l'article 19 par le texte suivant:
- Entre les réunions, les membres peuvent recourir à des moyens électroniques de communication pour prendre des décisions et mener des consultations informelles sur les questions à l'étude. Les décisions ne peuvent être prises par des moyens électroniques de communication que si tous les membres participent à la prise des décisions en adressant leur vote au Président et au secrétariat ou en les informant de leur intention de s'abstenir de voter, dans le délai fixé par le secrétariat en consultation avec le Président, ou en ne répondant pas dans les dix jours suivant la demande de prise de décision par les moyens électroniques formulée par le Président. Toute décision prise par des moyens électroniques de communication doit être consignée dans le rapport de la réunion du Comité qui suit l'adoption de ladite décision.